

MÊME LE CAPITALISME NE PEUT SE PASSER DE L'ÉTAT

La crise économique mondiale actuelle repose sur la sempiternelle question du rôle de l'Etat dans l'économie. Faut-il que «l'Etat ôte définitivement ses mains de l'économie» ?

Faut-il, au contraire, qu'il remplisse son rôle prééminent dans le développement économique ? On peut déjà constater que la conjoncture économique mondiale actuelle rend inaudibles les libéraux. Mais elle rend aussi fanfarons les interventionnistes qui rappellent avec triomphe «on vous l'avait bien dit !» Ce qui est incontestable, cependant, c'est le fait réel que les industriels, les petits entrepreneurs, les banquiers (eh oui !), les consommateurs des pays capitalistes développés appellent tous l'Etat à leur secours.

Mais est-ce que seulement l'Etat est-il parti un jour y compris des pays les plus libéraux ? Même aux années de leur libéralisme «pur sucre» des années 1980, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne affichaient des

niveaux élevés de dépense publique.

Mais il faut tout de même préciser qu'il s'agit d'un Etat pompier, un Etat qui tente d'éteindre l'incendie allumé par le libéralisme et son obstinée idée selon laquelle les marchés ont la capacité de s'autogérer.

Aujourd'hui, crise économique mondiale oblige, Keynes redevient «superstar», selon le bon mot du chroniqueur des *Echos*, J. M. Vittori. Plans de relance, programmes de soutien à la consommation, refinancement des banques = quelque 2 500 milliards de dollars injectés par les Etats capitalistes des Etats-Unis et d'Europe pour sauver l'économie mondiale de la déprime.

Et la facture n'est pas encore bouclée.

Le retour de l'Etat est là. Mais de quel Etat s'agit-il ? un Etat pompier, nous l'avons dit, qui se retire une fois l'incendie éteint ? Un Etat régulateur qui doit veiller au respect des règles du jeu et gommer, chaque fois que nécessaire, les dérives, les déviations des marchés ? Un Etat stratège qui prépare le futur, qui montre la voie

de l'avenir, qui soutient la perspective de long terme ou bien les trois Etats à la fois ? Keynes lui-même rappelait que «la première priorité pour l'Etat ne concerne pas les activités que les acteurs privés font déjà mais... les décisions qui ne sont prises par personne, si l'Etat ne les prend pas». Il ne faudrait pas s'attendre, par conséquent, à un retour de l'Etat dans les activités économiques, à une ère de nationalisation tous azimuts ni à un Etat gérant. Il ne faut même pas s'attendre à un recul de la financiarisation de l'économie, ni à une remise à plat de la mondialisation libérale de l'économie.

Le retour actuel de l'Etat dans l'économie est temporaire même si le capitalisme des années à venir sera un peu plus régulé.

Dans quels termes se pose ce problème de l'Etat dans les pays qui aspirent à l'émergence tels que l'Algérie ? Ici le rôle de l'Etat est tout à fait stratégique. Et il l'est non pas seulement comme agent redistributeur, mais aussi comme producteur de richesses. L'Etat algérien a encore beaucoup

de défis à relever maintenant qu'il a bien avancé dans l'équipement du pays et la construction d'infrastructures de base. Il lui faut mettre en œuvre la nouvelle stratégie industrielle et y jouer un rôle important comme investisseur.

Il lui faut aussi construire une économie de services et notamment les services à l'entreprise. Il lui faut, enfin, faire émerger une économie fondée sur la connaissance qui favorise l'innovation, les gains de productivité et donc la croissance robuste.

Dans les pays en développement, nous savons que les entrepreneurs privés, les capitaines d'industrie font défaut et que l'esprit d'entreprise ne domine pas encore au sein de l'économie. L'Etat a donc un rôle actif déterminant à jouer. Il doit définir le projet économique et tracer la perspective (Etat stratège).

Il doit mettre en place les «règles du jeu économique», veiller à leur respect par l'ensemble des acteurs et construire les institutions (Etat régulateur).

Il doit enfin «mettre la main à la poche», investir,



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

seul ou en partenariat, accompagner les opérateurs privés. Ici, il ne s'agit pas, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui dans les pays capitalistes développés en crise, d'intervenir momentanément, de faire le pompier et le brancardier.

Dans les pays en voie de développement comme l'Algérie, le bonheur est dans l'Etat surtout lorsque celui-ci centralise des ressources issues de la rente que sont en droit de revendiquer l'ensemble des Algériens.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



Chtit'ha sardines !

Par la voix de son ministre des Affaires étrangères, l'Algérie «déplore la forte résurgence des coups d'Etat en Afrique.»

C'est une blague, j'espère ?

Une association de pêcheurs, affiliée à l'organisation nationale des commerçants, vient d'annoncer son soutien à un 3^e mandat d'Abdekka. Je savais mon pays dans de beaux draps, je découvre aujourd'hui qu'il est aussi pris dans de drôles de filets ! Ceci étant, je confirme au passage ce que je soupçonnais depuis un moment déjà, l'Algérie est le pays par excellence où les poissons ont le temps de mourir de vieillesse, tant les pêcheurs censés les pêcher s'occupent de soutenir un 3^e mandat au lieu de remonter les chaluts et de ramener du sar, de la dorade ou du «Gros Yeux» aux ports. Ce soutien des pêcheurs au candidat non encore déclaré Boutef' inaugure une saison que tout le monde connaît bien ici. Celle qui voit éclore des motions de soutien les unes plus déroutantes que les autres. Aujourd'hui, les marins-pêcheurs. Demain, qui sait ? L'Association nationale des amis du berger allemand. L'organisation des amateurs de thé au gingembre. La fédération algérienne pour la sauvegarde de la ligne bleue sur les autoroutes. L'amicale des inconditionnels de la Renault Clio première gén-

ration. Ou encore, le club des vidéastes qui se passent en boucle le match de football Algérie-RFA du Mondial de 1982. Je les sens d'ici. J'entends presque leurs gros sabots sur le carrelage. Ils ne devraient pas tarder. Les marins-pêcheurs leur ont montré le chemin. Il en est ainsi de la débilitation du champ politique. A la limite, pourquoi s'offusquer que des pêcheurs délaissent la pêche pour le hameçonnage politique, alors que nous ne nous sommes pas déclarés scandalisés — ou si peu — du fait que des partis aussi «connus» aussi «populaires» que le FNIC ou le PUP décrochent plusieurs sièges à l'Assemblée ? A la limite, encore, pourquoi pas un comité de soutien des pêcheurs au 3^e mandat, lorsque l'activité première et sublimée du soutenu, le candidat sortant-rentrant, c'est d'écouter les yeux mi-clos, en état extatique de mauvais aligneurs de vers, des poètes fonctionnaires lui déclamer qu'il est le plus beau, le plus fort, le plus sage et l'unique recours sur terre après Dieu ? Alors, frères pêcheurs, excusez mon coup de sang. Soutenez ! Soutenez ! C'est là un moindre péché dans une contrée où l'on est fier de se déclarer souteneur, et où le soutenu est encore plus fier d'afficher en taux astronomiques le nombre de ses souteneurs. Carré blanc ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.